

LE CHEF
DU
DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL

*Entretien avec M. STIKKER, Ministre des Affaires étrangères
des Pays-Bas, le jeudi 24 août 1950, à 11 heures.*

M. Stikker est venu en Suisse pour me voir et m'exposer certains problèmes dont il a à s'occuper comme président de l'OECE et conciliateur chargé de trouver une solution aux divergences qui peuvent s'élever entre ses membres. C'est une personnalité très sympathique, réfléchie et qui paraît examiner les problèmes sans parti pris ni idées préconçues, avec la seule ambition de leur donner la solution la meilleure possible.

La question précise qui intéresse le plus M. Stikker est la suivante:

Le réarmement des douze pays qui constituent l'Union Atlantique aura des conséquences économiques pour chacun de ces pays. Ces conséquences peuvent intéresser l'OECE. M. Stikker est d'avis que celle-ci doit rester absolument indépendante de l'Union Atlantique et ne s'occuper, ni directement ni indirectement, des problèmes qui sont de la compétence de l'Union Atlantique. Il envisage de proposer la création d'un sous-comité de l'Union Atlantique, dont le siège serait à Paris et qui grouperait les douze pays faisant partie de l'Union. Ce sous-comité aurait à sa disposition quelques fonctionnaires du secrétariat de l'OECE et examinerait les conséquences du réarmement de l'Europe du point de vue économique et pour l'OECE. Les Etats membres de l'OECE n'ayant pas adhéré au Pacte de l'Atlantique seraient renseignés sur les résultats des travaux du sous-comité. M. Unden, déjà consulté, a donné son accord à cette manière de procéder, qui



garantit l'indépendance de l'OECE à l'égard de l'Union Atlantique.

J'ai répondu à M. Stikker qu'il ne me paraissait pas y avoir d'inconvénients à procéder de cette manière, étant entendu qu'il n'y aurait aucun lien entre l'Union Atlantique et l'OECE. J'ai précisé qu'au cas où, à un moment donné, une atteinte serait portée à notre politique de neutralité par l'établissement d'un lien étroit ou d'une subordination entre l'OECE, d'une part, et l'Union Atlantique ou le Conseil de l'Europe, d'autre part, la Suisse devrait sortir de l'OECE, quelles que puissent être pour elle les conséquences de cette sortie.

Au cours de l'entretien, qui a duré deux heures, nous avons procédé à un large tour d'horizon. En particulier, les indications et opinions suivantes m'ont été données par M. Stikker:

1) En Grande-Bretagne, commence à se manifester le même état d'esprit qu'aux Etats-Unis. M. Bevin a déclaré il y a quelques jours à M. Stikker que l'existence même de l'Europe lui paraissait être en danger. Le Gouvernement britannique a de sérieuses difficultés. Le parti travailliste paraît divisé sur la question de la durée du service militaire. Celle-ci devrait être prolongée, selon le Gouvernement; mais il y a une opposition dans le parti, en particulier de la part des milieux syndicalistes. Le Gouvernement britannique serait aujourd'hui acquis à l'idée de la nécessité d'un réarmement de l'Allemagne.

2) Le plan Schuman sera certainement réalisé, probablement dans quelques mois. Les plus grandes difficultés viennent aujourd'hui des Allemands, qui veulent aller plus loin encore que les Français et donner pouvoir de décision à un organe supranational. Le Gouvernement britannique est d'accord que le plan Schuman soit exécuté.

Il ne fera rien pour s'y opposer. Il a déjà préparé lui-même un plan qu'il soumettra aux Etats ayant adhéré au plan Schuman lorsque celui-ci sera réalisé. Il ne veut pas en donner connaissance plus tôt pour ne pas s'exposer au risque qu'on l'accuse de vouloir torpiller le plan Schuman. Le but de ce plan est d'établir un lien entre le plan Schuman et l'industrie britannique.

3) M. Hervé Alphand, nommé délégué de la France à l'Union Atlantique et qui se trouve maintenant à Londres, a une influence déterminante sur le Gouvernement français actuel. On doit le considérer comme un superministre. C'est un homme intelligent, mais dont l'activité peut être dangereuse. Il cherche à se créer une situation aussi indépendante que possible du Gouvernement français et tendrait à ce que le centre de l'activité de l'Union Atlantique soit déplacé de Londres à Washington.

4) Jusqu'à maintenant, le Pacte de l'Atlantique n'a donné aucun résultat. Les militaires chargés d'organiser la défense de l'Europe occidentale n'ont exactement rien fait jusqu'ici. Il y aurait un danger à ce que l'influence des militaires devienne trop grande. Le réarmement de l'Europe ne doit pas compromettre son redressement économique. Il est à craindre que les militaires ne tiennent pas suffisamment compte de certains facteurs et ne soient guidés, dans leur action et dans leurs décisions, que par des considérations purement militaires.

5) La politique américaine en Extrême-Orient est très dangereuse. En particulier, il est incompréhensible que le Gouvernement des Etats-Unis ait pris à l'égard de Formose des engagements qui peuvent l'entraîner dans une guerre avec la Chine. Si cette éventualité se produisait, l'URSS pourrait continuer à agir pour

affaiblir l'Amérique par l'intermédiaire d'autres pays. L'Europe serait alors en péril et une action soviétique directe ne pourrait pas être exclue en Iran, dans les Balkans ou en Allemagne. M. Stikker ne pense pas que l'Union soviétique s'engagera délibérément dans une action militaire contre l'Europe occidentale, qui aurait comme conséquence une guerre avec les Etats-Unis.

6) M. Stikker a la plus grande estime pour M. Bevin et M. Schuman. Quant à M. Acheson, c'est une personnalité assez compliquée, à l'amour-propre très développé, qui peut prendre des décisions en fonction de considérations subjectives.

7) Nous avons passé en revue la situation économique des différents pays européens.

Au D a n e m a r k , cette situation est mauvaise. En N o r v è g e également. Ce pays, où il y a une inflation déguisée, aura beaucoup de peine à résoudre ses difficultés économiques. En B e l g i q u e , le réarmement réduira le chômage à relativement brève échéance. Le Gouvernement actuel ne pourra pas durer; il est trop d'extrême-droite. Aux P a y s - B a s , la situation économique s'est améliorée, mais n'est pas encore complètement rétablie. Du point de vue politique, il n'y a pas de difficultés. Il y a encore un certain nombre de communistes (environ 15.000) à Amsterdam, mais le communisme n'est pas un problème. Le Gouvernement a encore quelques difficultés en Indonésie, où le communisme cherche à agir. La F r a n c e est un pays encore extrêmement riche et qui souffre de ce que les gens ne payent pas leurs impôts et de ce que la politique sociale est insuffisante. La menace communiste ne doit pas être sousestimée. Pour l' I t a l i e , il est difficile de se faire une opinion. Le problème du chômage est grave et ne peut pas être résolu comme en Allemagne, où grâce aux

matières premières à disposition, il est possible d'utiliser les chômeurs à la reconstruction des villes et maisons détruites.

7) Aux Nations Unies, M. Malik a gagné la première manche. Il a réussi, en soulevant pour commencer la question de la reconnaissance du Gouvernement communiste chinois, à mettre en opposition les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, l'Inde et les Etats-Unis, etc.

8) Les Pays-Bas ont un Chargé d'Affaires à Pékin, où ils n'ont pas l'intention de nommer un Ministre à brève échéance. Ils ne peuvent guère le faire aussi longtemps que le Gouvernement de Mao Tsé Tung n'aura pas été reconnu par les Nations Unies.

9) M. Stikker pense que la situation ne s'améliorera pas, mais qu'elle continuera à s'aggraver, même si une guerre ne devait pas éclater.

M. St.